

« La coalition ne répond pas aux faiblesses de fond de l'économie »

Pour l'économiste Francesco Giavazzi, l'Italie souffre, notamment, de la modeste productivité de ses entreprises

ENTRETIEN

S'il risque de fragiliser les comptes publics italiens, le programme de la coalition entre les souverainistes de la Ligue (extrême droite) et les anti-système du Mouvement 5 étoiles échoue, surtout, à viser les problèmes économiques de fond, estime Francesco Giavazzi, économiste à l'Université Bocconi à Milan. L'Italie, observe-t-il, reste fragilisée par une forte dualité entre une industrie exportatrice compétitive d'un côté, et des firmes peu performantes de l'autre.

L'économie italienne progresse aujourd'hui moins rapidement que le reste de la zone euro. Comment l'expliquer ?

Non seulement l'Italie croît moins vite que ses voisins, mais en plus, le niveau de son revenu par habitant n'a quasiment pas progressé depuis quinze ans. Ces piètres résultats s'expliquent par la faiblesse de la productivité moyenne des entreprises. Or la productivité est importante, car sa progression est l'un des principaux moteurs de la croissance.

Il faut néanmoins se méfier, car cette productivité moyenne offre un tableau incomplet de la réalité. Notre balance courante excédentaire révèle que nos exportations sont dynamiques : cela signifie que, si certaines firmes sont peu performantes, d'autres le sont suffisamment pour remporter des marchés à l'étranger. On voit apparaître ici le principal handicap du pays. A savoir, la forte dualité entre d'un côté, une industrie exportatrice compétitive, et de l'autre, des pans entiers de l'économie peu productifs.

Cette dualité recoupe-t-elle l'opposition entre le nord, industriel, et le sud, plus pauvre, de la Péninsule ?

Pas complètement. L'opposition est plutôt entre les industries ouvertes et exposées à la concurrence internationale et les secteurs domestiques protégés ou relevant de la sphère publique, trop endettés et contribuant peu à la croissance. C'est aussi un problème de taille : 40 % des entreprises italiennes comptent ainsi moins de dix salariés. C'est beaucoup plus qu'en France. L'opposition entre le nord et le sud du pays est réelle, mais parfois un peu caricaturale.

Certaines régions du Mezzogiorno ne s'en sortent pas si mal. A l'exemple de la Sicile qui, depuis quelques années, réinvente son modèle agricole autour de la culture des oranges. Le véritable point noir est au sud-ouest : Naples et la Calabre, où l'Etat a démissionné, laissant le champ libre aux mafias.

Le programme de la coalition est-il susceptible de traiter ces problèmes ?

J'en doute. Les promesses du futur gouvernement sont centrées sur la baisse des impôts et

la redistribution. Mais si l'on n'augmente pas la production de richesses, il n'y aura rien de plus à redistribuer. Or aucune des mesures annoncées ne vise à aider les entreprises trop petites à grandir, innover, être plus efficaces. Elles ne répondent pas aux faiblesses de fond de l'économie.

Le futur gouvernement prévoit de réduire la dette publique grâce à la fin de l'austérité et au retour de la croissance. Cela peut-il fonctionner ?

Trois leviers permettent de diminuer rapidement la dette. Les deux premiers sont la croissance dynamique et l'inflation, comme celles observées pendant les « trente glorieuses » en Europe. Le troisième est le défaut de paiement. Mais aucune de ces trois options n'est aujourd'hui possible en Italie.

Même en soutenant la demande interne, la croissance du produit intérieur brut (PIB) restera insuffisante pour réduire rapidement le stock de dette. Le seul chemin envisageable est celui d'une diminution très lente et progressive.

Les mesures proposées peuvent-elles au moins stabiliser l'endettement ?

La coalition prévoit environ 20 milliards d'euros de baisse d'impôts par an et 80 milliards de nouvelles dépenses, soit un trou de 100 milliards d'euros à combler. C'est beaucoup.

D'autant que certaines propositions, telle la révision de la réforme des retraites de 2011, sont susceptibles de dégrader la soutenabilité de la dette à long terme. Cette réforme a indexé l'âge de départ en retraite sur l'espérance

de vie : elle n'est peut-être pas parfaite, mais elle a renforcé le financement à long terme de notre modèle de protection sociale, par ailleurs fragilisé par la baisse de la natalité. Tout retour en arrière serait une catastrophe.

Est-ce à dire qu'une nouvelle crise de la dette est inévitable ?

Non, bien sûr. Ce scénario du pire n'est pas le plus probable. Mais il n'est pas totalement exclu. Notamment si ces deux partis de nature si différente se lançaient dans une surenchère afin de contenter chacun leur électoralat, en négligeant le fragile équilibre des comptes publics.

En réponse aux mesures anti-immigrés de la Ligue, le Mouvement 5 étoiles répliquerait en lançant son revenu universel de 780 euros par mois, généreux mais coûteux... En cas de dérapage sérieux du déficit, les marchés ne tarderaient à réagir.

Les banques sont-elles toujours le maillon faible de l'Italie ?

Il y a cinq ans, leur situation était extrêmement préoccupante. Mais elles vont beaucoup mieux. Unicredit et Intesa Sanpaolo, les deux plus grands établissements du pays, ont considérablement solidifié leurs fonds propres. Quelques petites banques, comme Monte dei Paschi di Siena, affichent encore de graves fragilités. Mais dans l'ensemble, l'exposition aux créances douteuses a diminué. Le principal risque est plutôt que le système bancaire de la Péninsule détient beaucoup d'obligations souveraines italiennes. En cas de forte tension sur la dette publique, il serait très exposé. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR M. C.

« Aucune des mesures annoncées ne vise à aider les entreprises trop petites à grandir »

